

pement constitutionnel. Longtemps même après la Confédération et après que nous eûmes adopté la forme de Gouvernement d'après l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, nous voulions bien prendre part à la négociation et à la ratification de tous les traités conclus par les autorités impériales. Graduellement, le Canada demanda qu'on le reconnût dans la négociation de ces traités, ce que le Gouvernement britannique accorda sans hésitation. La négociation du Traité pour l'approbation duquel cette session a été convoquée marque une étape plus définitive, quant à l'exercice de notre pouvoir de négocier des traités, que celle que le Canada a pu faire jusqu'ici dans ce domaine.

Le Canada est entré dans cette guerre de son propre gré, ayant au même degré que la Grande-Bretagne, conscience que la défense de l'Empire était un devoir qui incombait sur tous les pays qui le composent. Le Canada a pris part à cette guerre non seulement par sentiment de devoir constitutionnel, mais encore à cause de son patriotisme et de sa loyauté sincère pour l'Empire. Aucune portion de ce grand Empire n'assuma de façon plus enthousiaste les responsabilités énormes de la guerre que le Dominion du Canada. Quand donc il s'agit pour de bon d'entrer en négociations pour le Traité de paix, la Grande-Bretagne dut logiquement reconnaître au Canada la faculté de se prononcer sur les conditions de la paix, tout comme s'il eût été un état souverain et non pas une partie intégrante de l'Empire britannique.

En un mot, cet empire est formé d'une confédération d'états, tous munis d'une autorité souveraine en ce qui regarde leur propre gouvernement. Ce serait une erreur de la part du Canada que de voir une concession quelconque dans la part qu'on lui a faite pour les négociations du traité de paix. Le refus de cette reconnaissance du Canada mettrait en danger les relations entre notre pays et l'Empire. La Grande-Bretagne a reconnu, dès longtemps, le rang que ces Dominions d'outre-mer doivent nécessairement occuper dans ce conglomérat de nations. Refuser de reconnaître les droits souverains que le Dominion lui-même peut exiger, serait menacer la continuation des relations qui existent aujourd'hui si harmonieusement entre la mère-patrie et les Dominions d'outre-mer. C'est donc par respect pour ce sentiment et ce principe que la Grande-Bretagne ne doit pas cesser de reconnaître que cet Empire ne peut se maintenir et s'affermir qu'à titre de Confé-

dération d'Etats souverains, unis en vue de la force, de l'unité et de la défense impériale. C'est une source de profonde satisfaction, malgré les craintes sérieuses qui ont pu nous assaillir quant au résultat de cette guerre, que d'avoir, en novembre dernier, trouvé les alliés en mesure de dicter et de faire respecter la paix sans parlementer avec l'ennemi. Sa défaite a été si écrasante que le problème le plus sérieux qui s'imposait aux alliés, quand ils rédigeaient les conditions de paix, était de savoir si l'ennemi serait en mesure d'en remplir les conditions. La fin de la guerre a été, pour les diverses nations belligérantes, grosse de résultats plus graves et plus désastreux que ceux prévus par les calculs les plus pessimistes des alliés.

Depuis les jours mémorables de novembre dernier, outre l'intuition de leur défaite, les pays ennemis, ont été ébranlés par un malheur national, par une révolution. Des trônes qui étaient debout depuis des siècles; des dynasties qui dictaient à l'Europe et au monde quelle ligne de conduite les nations devaient adopter, tout cela a été abattu et est disparu du souvenir comme les autocraties dynastiques précédentes. Nous devons donc éprouver un sentiment de profonde satisfaction de voir les autocraties de l'Europe centrale qui ont guerroyé contre la civilisation pour établir leur pouvoir tyrannique aux dépens de la liberté et de la démocratie, de les voir balayées par l'ouragan des passions humaines qu'elles avaient elles-mêmes suscitées pour leur propre triomphe. Bien que nous soyons aujourd'hui témoins, dans l'Europe centrale et en Russie, du progrès de l'esprit révolutionnaire et de certaines énergies qui tendent plus ou moins à détruire la civilisation qu'on a pris plusieurs siècles à affermir, il n'est cependant pas téméraire de dire que l'Europe saluera bientôt l'avènement de la démocratie triomphante.

En regardant sur les champs de bataille des cinq dernières années, et en constatant la dévastation et les tueries causées par la guerre, la civilisation trouvera du moins qu'à tous ses malheurs, il y a une compensation, et que sur cette base sera édifiée une démocratie grande comme le monde, une liberté plus éclairée et une civilisation mieux équilibrée qu'auparavant.

L'honorable M. DOMVILLE: Honnables messieurs, je veux en faire autant que le proposeur de l'Adresse et que celui qui l'a appuyé. L'attitude qu'ils ont prise était la plus naturelle et ils ont bien fait